

Le GOUVERNEMENT SOMMÉ de s'EXPLIQUER sur ses ERREURS

[Source : MINURNE-RÉSISTANCE]

SYNDICATS ET PROFESSIONNELS ATTAQUENT LE GOUVERNEMENT

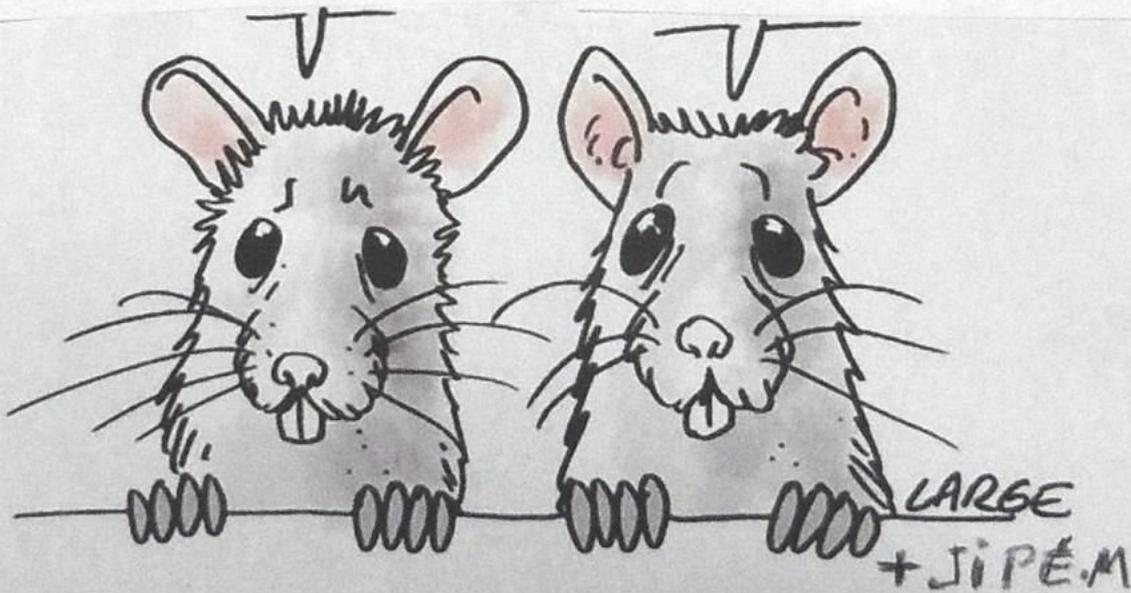
Récemment, les professionnels se sont manifestés à travers le *Collectif de Syndicats et Associations de Professionnels Européens (CSAPE)*.

Le CSAPE a construit un dossier juridiquement et scientifiquement très argumenté. Il démontre que la population est mise en danger par *des mesures manifestement disproportionnées imposées sans aucune base factuelle*. Est également souligné le fait que les populations du monde ont servi de cobayes aux expérimentations des laboratoires. Les gouvernements ont voulu les presser à n'importe quel prix dans l'espoir d'arrêter la pandémie très vite, ce qui, dans le cas de plusieurs pays – la France en tête – est un fiasco monumental puisqu'au bout de plus d'un an, on en est toujours au même point. De plus, le choix s'est porté de préférence sur des modificateurs de génome nouveaux et sans recul expérimental, technique dont les effets secondaires mal anticipés et méconnus commencent seulement à apparaître.

LA VIE DANS LES LABOS

Tu vas te faire vacciner ?

T'es folle, ils n'ont pas
terminé les essais sur
l'homme !



LA GRAVE ACCUSATION DES PROFESSIONNELS

« La population est à l'évidence confrontée à une expérimentation généralisée, sur son intégrité physique et mentale, sans son consentement avisé en violation du droit international avec participation complaisante et active du gouvernement qui de surcroît abuse de mesures liberticides sur fond de situations anxiogènes répétitives, de manipulations par la peur en travestissant les faits, et de maltraitance par l'empêchement de la médecine d'Hippocrate.

Les dernières déclarations gouvernementales relatives à de prétendus « variants », (principe mutagène de tout type de corona), relèvent de la même stratégie de tromperie envers la population pour maintenir à des fins inavouables une urgence sanitaire dont la nécessité n'est délibérément pas démontrée.

Cette expérimentation généralisée sur une population maintenue dans l'ignorance par tromperie constitue un crime contre la dignité humaine et un crime contre l'humanité.

Elle vous (les membres du gouvernement) expose personnellement à des poursuites gravissimes, dont il ne saurait être fait état d'une quelconque immunité aussi bien pour le chef de l'Etat que pour son administration» .

C'est en résumé l'accusation portée par le CSAPE.

Le 3 mars, il a donné quinze jours au gouvernement pour se justifier par des documents, et non par des déclarations lénifiantes et larmoyantes, faute de quoi des plaintes seront déposées auprès d'organismes internationaux (ONU et Cour Pénale Internationale), européens (Cour Européenne des Droits de l'Homme et Cour Européenne de Justice), ainsi qu'en France, auprès de la Cour de Justice de la République (qui pourra mettre le président en accusation s'il n'est pas réélu en 2022).

La mise en demeure faite au gouvernement lui permettra de se justifier s'il peut prouver sa bonne foi et sa compétence dans le traitement de la pandémie, mais cela peut aussi se retourner contre lui car CSAPE a des arguments bien documentés par des preuves écrites et des faits incontestables comme le bilan de la France en morts par million d'habitants, l'un des plus élevés au monde.

LE GOUVERNEMENT DOIT RÉPONDRE À DES QUESTIONS PRÉCISES :

- *A-t-il recherché les responsables français et leur niveau de responsabilité dans l'invention du virus ?*
L'étude des brevets pris par l'Institut Pasteur dès les années 2000 montre que l'on y travaillait sur le coronavirus qui a donné SARS puis Covid. Avaient-il à cette période en stage des chercheurs chinois qui auraient pu voler des souches, comme ils l'ont fait à l'Institut de Recherche de Winnipeg au Canada, pour créer le coronavirus MERS, cause de 800 morts en Arabie saoudite puis, véhiculé par des chameaux en Syrie ?
- *Seront-ils poursuivis en justice pour négligence ou corruption ?*
- *Va-t-il poursuivre le Conseil scientifique où siègent une majorité de gens ayant des liens financiers avec les laboratoires industriels et qui ont donné de fausses informations ayant déclenché des mesures disproportionnées impactant les libertés fondamentales ?*
- *Va-t-il poursuivre l'OMS et l'Institut Pasteur pour fausses informations ayant déclenché des mesures disproportionnées impactant les droits inaliénables et fondamentaux de la population ?*
- *Va-t-il poursuivre tous les responsables à l'origine de ce crime en tant qu'expérimentation générale sur la population ?*

Le gouvernement est soupçonné d'avoir voulu expérimenter le degré de résistance de la population à des ordres stupides comme le port du masque en plein air, le confinement –inefficace comme l'a dit Macron au JDD-, ou la vaccination des bébés, et son acceptation pour mettre en circulation de pseudos vaccins contenant des nanoparticules métalliques comme en ont Pfizer, Moderna et AstraZeneca. Pour le moment, le résultat montre que les

Français anesthésiés sont prêts à accepter n'importe quelle mesure totalitaire.

- *Va-t-il procéder à l'abrogation immédiate des contraintes liées au test RT-PCR ?*

Contraintes sociales et médicales alors que tous les pays asiatiques ont informé qu'ils étaient mal dosés en France (40% au lieu de 15%) et donc très imprécis. Exception faite de la Chine, qui fournit à la France les produits nécessaires à leur fabrication.

- *Va-t-il cesser d'imposer l'obligation du port du masque ?*

De nombreuses études ont démontré qu'il est totalement inutile en bord de mer, en montagne, en zones rurales excepté conversation rapprochée ; inutile en famille où les rapprochements sont inévitables et de toute façon, s'il y a des virus, tout le monde les porte déjà ; peu utile en général car aucun masque à l'exception des masques professionnels FFP3 n'est vraiment étanche (étude du M.I.T), les masques chirurgicaux n'étant faits que pour protéger le patient opéré des postillons du personnel médical.

- *La dernière question n'en est pas une. Nous demandons l'abrogation immédiate du couvre-feu et tout autre type de mesure de confinement qui ne sont en réalité qu'une mise en résidence surveillée spécifiquement restrictive des libertés.*

Pour importer le document complet du CSAPE => CLIQUEZ ICI

Le CSAPE a envoyé cette mise en demeure le 2 mars par L.R.A.R. à Jean Castex, premier ministre. Il lui donnait quinze jours pour répondre et, à ma connaissance, il n'y a pas eu de réponse. Le gouvernement a donc choisi de faire la sourde oreille. Il fallait s'y attendre, il ne veut surtout pas que sa politique sanitaire absurde soit remise en cause et s'il tient bon un an, la présidentielle de 2022 règlera le problème.

LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET EUROPÉENNES NE BOUGERONT PAS

Mais le CSAPE pourrait bien mettre sa menace à exécution : alerter l'ONU, la CPI, l'Europe etc.

Hélas, l'ONU est solidement verrouillée par Bill Gates. Il la finance, et la Chine la contrôle grâce aux pays qu'elle tient à la gorge par les prêts remboursables qu'elle leur a consenti et font qu'elle détient la majorité à l'ONU.

L'Europe ne réagira pas non plus, l'Europe et sa Commission de fonctionnaires est dominée par l'Allemagne d'Angela Merkel. Sa consigne est « *Suivons la Chine* » .

Tous les pays qui ont suivi la Chine sont dans une situation aussi mauvaise que la France : la Belgique, l'Espagne, l'Italie, l'Angleterre, les USA... Tous ces pays ont eu un taux de mortalité par million d'habitants supérieur à

ceux qui ont en quelque sorte « laissé faire », comme les pays d'Afrique, l'Inde... Mais aussi la Suède et la Biélorussie où le confinement a été refusé et qui n'ont pas plus de morts que la moyenne de l'U.E. Il y a eu chez les Occidentaux un très net manque de réflexion intelligente et d'organisation à tous les niveaux, France, U.E, ONU.



D'autres pays s'y sont pris d'une façon beaucoup réfléchie que les Occidentaux : les pays d'Asie du Sud-Est comme le Vietnam, Singapour, Taïwan et plusieurs autres, qui ont un nombre de morts inférieur à mille quand nous dépassons les cent mille, et ce sans arrêter leur économie.

Finalement la plainte du CSAPE, si elle n'aboutit pas, aura servi à alerter avec des arguments solides les Français sur la corruption de plus en plus voyante de leur administration et du gouvernement.

LA PRESSE EST DIVISÉE

Sur le reste, la presse est divisée. Yuval Noah Harari, historien israélien constate dans *Le Courrier de l'UNESCO*, que Covid est une épidémie des plus bénignes avec un taux de mortalité inférieur à 1 % (0,2 % en France) quand la grippe de 1918 a tué 10% de la population et la peste noire de 1347-1351 au minimum 25%.

CSAPE a raison de reprocher au gouvernement d'avoir surdramatisé Covid pour apeurer la population et en tirer profit en édictant des mesures liberticides qui renforcent son pouvoir d'oppression et de contrôle.

Mais aussi d'avoir donné à l'administration l'autorité sur des domaines où elle est totalement incompétente, voire nuisible quand elle n'est pas de surcroît vendue au secteur privé international (en Europe elle est classée au 15ème rang pour la corruption, pas rouge mais orangée). Elle a interdit des médicaments antiviraux efficaces pour privilégier les tests géniques expérimentaux baptisé à tort « vaccins », beaucoup plus chers et non validés par les essais de niveau 3 sur l'homme en principe obligatoires, les « vaccins » de Pfizer, Moderna et d'AstraZeneca. Leurs méfaits secondaires commencent seulement à se manifester et leur degré de nocivité réel ne pourra être connu que dans quelques années.

Un article de *Valeurs Actuelles* (le seul hebdomadaire libre parce que non subventionné) souligne qu'en interdisant aux médecins de prescrire des médicaments connus pour être efficaces contre les virus, et en obligeant à une vaccination aléatoire, l'administration et le gouvernement ont pris la responsabilité de dizaines de milliers de morts qui n'auraient pas dû être.

Et personne ne se soucie de ce que ces pseudos vaccins contiennent des nanoparticules métalliques dont Bill Gates a dit qu'il suffira de les programmer pour prendre le contrôle des individus « vaccinés ». Comme voulait le faire la Chine pour compléter son arsenal de surveillance permanente de

ses citoyens. Elle a, dans ce sens heureusement pour les Chinois, raté sa campagne de vaccination avec Sinovac. Non que Sinovac soit un mauvais vaccin, au contraire. Mais à vouloir donner ou vendre en priorité des vaccins à deux milliards Africains et à l'Inde (qui a les siens), plus 1,3 milliard de Chinois, le Parti communiste a vu trop grand et les usines n'arrivent pas à fournir.

(...)

L'Imprécateur

19 avril 2021